

8 Mars : Journée internationale de lutte pour le droit des femmes



#GREVE FEMINISTE

Grève féministe !

Nous appelons à la grève du travail, des tâches domestiques, de la consommation. Parce que seules nos voix, nos cris, nos actions visibles pourront faire bouger la société et le pouvoir pour enfin obtenir l'égalité.

Solidarité avec les femmes du monde entier !

Le 8 mars, nous serons en grève en solidarité avec nos sœurs confrontées aux guerres qui sévissent dans le monde. En solidarité avec celles qui font face à des bombardements massifs, à l'exode, sont victimes de viols de guerre, peinent à nourrir leur famille et elles-mêmes. En solidarité avec toutes celles qui se défendent farouchement pour recouvrer leur liberté et leurs droits.

NON à la réaction, NON à l'extrême droite

Les idées d'extrême droite qui prônent la haine de l'autre, le racisme, la misogynie, la LGBTQIA-phobie, remportent des succès électoraux partout dans le monde, se banalisent. En France, le gouvernement et la droite en reprennent à leur compte.

On voit fleurir aussi à l'Université de Lorraine ces idées nauséabondes ; que cela soit sur nos listes de diffusion, ou plus récemment taguées sur la fac de médecine de Nancy par de jeunes militants de l'Action Française !

Nous voulons vivre et pas survivre !

Les inégalités salariales, les bas salaires et désormais l'inflation dégradent les conditions de vie. Les femmes représentent 62% des personnes payées au SMIC et 70% des bénéficiaires des banques alimentaires. A l'université de Lorraine, le dernier rapport social

montre que les femmes sont rémunérées 20% de moins que les hommes, notamment à cause du temps partiel et du fait qu'elles occupent moins les postes les catégories élevées.

De même, les femmes, dont les retraites sont 40% inférieures à celles des hommes, sont encore plus impactées par la dernière réforme des retraites !

Notre corps nous appartient

Le droit à l'avortement est un droit fondamental. **Macron appelle à un "réarmement démographique** », aux relents pétainistes et natalistes, comme si le désir d'enfant dépendait de l'injonction politique et nous prépare un congé de naissance tout en pointant du doigt des parents « défaillants ». La gestion des VSS est encore partout une calamité : seulement 1% des viols sont condamnés en France !

Contre toute ces idées, ces actes, ces lois misogynes et patriarcales, nous devons construire un rapport de force par la grève et la manifestation, ce 8 Mars 2024 pour crier dans les rues : SOLIDARITE AVEC LES FEMMES DU MONDE ENTIER !

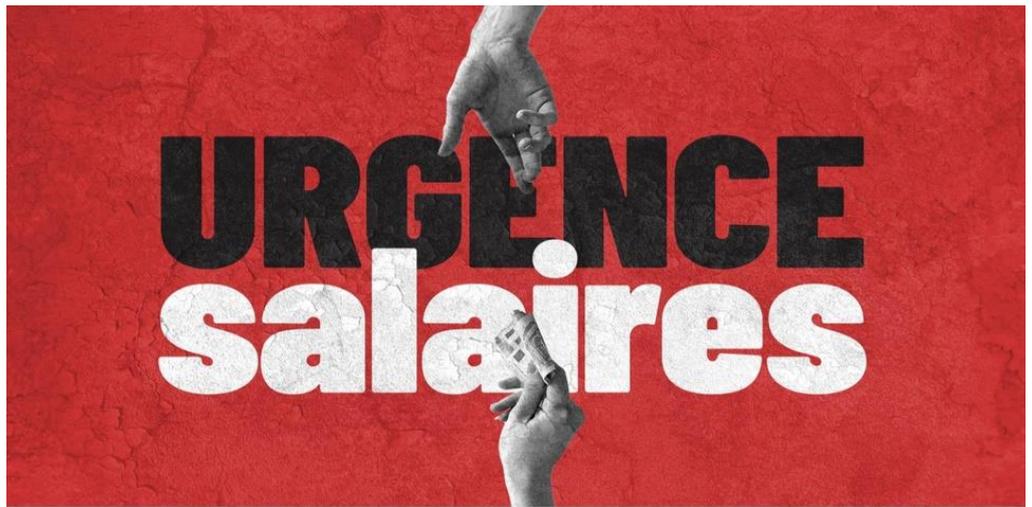
**texte adapté de l'article « Face aux attaques du gouvernement, des droites et extrêmes droites, partout les femmes résistent ! » du réseau VISA.*

Mobilisation de la fonction publique le 19 Mars - Augmentez les salaires !

Communiqué intersyndicale – 25 janvier 2024

Les organisations syndicales de la fonction publique Cfdt, CFE-CGC, CGT, FA, FO, FSU, Solidaires, UNSA, réunies le mercredi 24 janvier, constatent et condamnent l'absence de toute perspective de mesures générales d'augmentation des rémunérations dans la fonction publique dans un contexte d'inflation encore soutenue. Il est urgent d'ouvrir sans délai des négociations pour améliorer les carrières et prendre des mesures générales pour les salaires, notamment en revalorisant le point d'indice, dans un contexte d'effondrement du niveau des rémunérations des agent·es publics.

Loin de répondre sur la question des rémunérations et des conditions de travail, le Président de la République a réaffirmé la mise en perspective d'une loi, qu'il qualifie « d'historique », pour la fonction publique visant selon lui à mieux reconnaître le « mérite ».



Alors même que la fonction publique n'est mentionnée dans aucun portefeuille ministériel, les organisations syndicales dénoncent une manœuvre visant à esquiver l'urgence de la revalorisation et risquant de créer des divisions parmi les agent·es et de nouvelles inégalités, notamment entre les femmes et hommes.

Les agent·es ne sont pas dans l'attente de « mérite » mais d'une rémunération qui leur permette de vivre dignement et soit prise en compte pour le calcul de leurs pensions.

Pour mettre un terme à la spirale de paupérisation de l'ensemble des personnels de la fonction publique et refuser de subir une année blanche en termes de traitement, **les organisations syndicales décident d'une journée de mobilisation le mardi 19 mars prochain et appellent les personnels à se mobiliser par tous moyens, y compris la grève.**



Le mot des étudiants (UNEF Metz) : Victoire syndicale aux élections du CROUS de Lorraine

Du 6 au 8 février, les étudiants de l'université de Lorraine votaient pour élire leurs représentants étudiants au CA du Crous. Logement, restauration, bourses... les enjeux étaient grands, d'autant plus dans un contexte de précarité étudiante croissante. Pour y répondre, 4 listes présentées : FEDELOR, section régionale de la FAGE (groupement d'associations étudiantes), l'UNEF, syndicat étudiant, ainsi que l'UNI et la Cocarde, deux organisations étudiantes d'extrême droite respectivement proche de Génération Z et de l'Action Française.

Ce sont bien sûr ces deux dernières listes qui inquiétaient tout particulièrement, syndiqués professionnels comme étudiants, et jusqu'au conseil d'administration de l'université. Ce à tel point que nombre d'étudiants ont été étonnés de voir ces gens être éligibles, alors même que plusieurs étudiants proches de la Cocarde avaient été en décembre dernier suite à une décision de la section disciplinaire exclus de l'université, pour des chefs d'accusations allant de chant militaire allemand scandé dans les couloirs de l'UFR SHS de Metz à apologie de crime de guerre.

Heureusement, aucun de ces deux groupes n'a bénéficié de suffisamment de voix pour se voir siéger, à peine 800 cumulés sur 6000 exprimées. L'UNEF, seul syndicat en liste, sort pour sa part majoritaire, ayant su convaincre près de la moitié des votants !

A échelle nationale, ces élections ont été une victoire pour les syndicats progressistes, ne laissant qu'une dizaine de sièges à l'extrême droite sur tout le territoire, et toujours en écrasante minorité. La victoire est aussi à voir du côté des taux de participations, habituellement très bas (autour de 3%), qui ont doublé voir triplé cette année ! Un modeste progrès à poursuivre.

L'EXTRÊME DROITE SUR LES BANCS DE LA FAC !



Pétition contre la loi Darmanin



↑
La pétition en ligne

PÉTITION contre la loi immigration

Ouvert à tous :
étudiants,
travailleurs...

<https://forms.gle/zRZmuQmHRMCZANry9>

- Pour le **retrait total de la loi** immigration
- Pour l'**exonération des frais d'inscription des étudiants étrangers** hors Union Européenne par l'Université de Lorraine, 16x plus élevés que ceux des étudiants français (2770€ par année de licence, 3770€ par année de master)

↳ conformément à la critique de la loi immigration faite par Mme. Hélène Boulanger (présidente de l'Université de Lorraine), dans un communiqué de presse le 20 décembre 2023



Pétition à l'initiative de l'Assemblée Générale de l'Université de Lorraine contre la loi immigration, à Metz, le 25 janvier 2024

La CGT FERC Sup à l'université de Lorraine :



Cette Newsletter
est aussi la vôtre !

N'hésitez pas à nous envoyer
vos idées d'articles ou
de thématiques !



Co-secrétaires :

Frédérique BEY, Gwenaëlle OMHOVERE

Trésorière :

Martine SALM

Elu.es au CSA :

Hadrien CHAYNES, Nicolas DORKEL, Patricia MELY, Gwenaëlle OMHOVERE

Mandatées au F3SCT :

Gwenola LENCOT, Patricia MELY, Gwenaëlle OMHOVERE

Elues à la CPE :

Annelise CROUVEZIER, Fabienne LECOMTE, Julie CLEVENOT
Gwenaëlle OMHOVERE, Jamal OUHAJOU,

Mandatées à la CCPANT :

Patricia MELY, Laura THIRION

<http://www.fercsupcgt-lorraine.fr/>



LorraineSupCgt



@FercSupCGT UL

Osez la CGT ! Syndiquez-vous !

Pour gagner une société juste durable et
solidaire, il nous faut être plus nombreux
à nous engager.

=> cgt-info@univ-lorraine.fr